Nobility Reimagined. The Patriotic Nation in Eighteenth-Century France, Ithaca and London

Arnault Skornicki

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/7963>

DOI : 10.4000/ahrf.7963

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 177-180

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Arnault Skornicki, « Nobility Reimagined. The Patriotic Nation in Eighteenth-Century France, Ithaca and London », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 346 | Octobre/Décembre 2006, mis en ligne le 10 juillet 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/7963> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.7963>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Nobility Reimagined. The Patriotic Nation in Eighteenth-Century France, Ithaca and London

Arnault Skornicki

RÉFÉRENCE

Jay M. Smith, *Nobility Reimagined. The Patriotic Nation in Eighteenth-Century France*, Ithaca and London, Cornell University Press, XIII+307 p., ISBN 0-8014-8949-0, 24.95 \$.

- 1 Loin d'être une innovation de la seule conjoncture révolutionnaire, la culture politique libérale, anti-nobiliaire et égalitaire française s'inscrit dans une histoire plus longue qui ne se limite pas à quelques figures précocement panthéonisées comme Rousseau ou Voltaire. C'est du moins ce que tendent à prouver plusieurs travaux historiques récents, notamment anglo-saxons, qui ont exhumé les vigoureuses discussions des Lumières françaises autour des idées de nation et patrie (D. A. Bell, E. Dziembowski, C. Jones, B. Cottret, A. Burguière), d'honneur, vertu et commerce (J. Shovlin, R. Whatmore...). Le nouvel ouvrage de Jay M. Smith nous invite à son tour à reconsidérer cette effervescence intellectuelle à travers les attitudes diverses et changeantes à l'égard de la noblesse au cours du XVIII^e siècle, qui ont cependant pour projet commun de préserver la monarchie et le « caractère national » français, dans une période de transformations économiques, sociales et politiques. Dans la lignée des travaux classiques de L. Rohtkrug, J. M. Smith fait démarrer cette histoire avec la contestation aristocratique-morale de l'absolutisme louis-quatorzien et de la noblesse décadente compromise à la cour, appelant à la régénération de la vertu (Fénelon, Saint-Pierre, Vauvenargues, Boulainvilliers, Rollin, Argenson...), notamment par de nouveaux projets d'éducation. Montesquieu fournira un modèle hautement formalisé de ces débats en opposant quelques décennies plus tard l'*honneur* (passion inégalitaire de la distinction, associée aux monarchies) et la *vertu* (amour de la patrie et de l'égalité, associé aux républiques). Mais quand le baron de la Brède relègue la fascination pour les Anciens au

rang d'une vieilleries dépassée, ses successeurs et discutants, même ceux qui souhaitent préserver comme lui la hiérarchie des rangs, tenteront de réactualiser un amour de la patrie aux dimensions de la grande monarchie française et son principe moteur – l'honneur, ce type d'intérêt qui consiste à agir pour maximiser son crédit auprès d'autrui, et d'abord du roi. Ainsi, Montesquieu aura lancé à son corps défendant un programme patriotique qui ne cessera de s'enrichir jusqu'après la Révolution.

- 2 Le propos central du livre consiste en effet à restituer le spectre où se décline le dégradé des idées réformistes qui eurent cours dans le public (certes limité) des lettrés français. Fortement bipolarisé entre l'honneur ou la vertu, ce dégradé implique des conceptions antagonistes de la patrie, conçue soit comme l'amour des sujets pour leur prince (version nobiliaire), soit comme dévouement civique pour la communauté « nationale » des citoyens (version égalitaire), soit comme des conceptions intermédiaires qui envisagent une sorte de division patriotique du travail intégrant les inégalités de rang. Communauté « nationale » sans doute encore « imaginée » voire imaginaire, mais dont la perception fut stimulée par la construction de l'État moderne à travers le nivellement administratif et l'innovation fiscale, les fils invisibles du capitalisme marchand et l'émergence du libéralisme économique, ainsi que l'apparition d'un lectorat élargi et de la sphère publique (pas précisément « bourgeoise » d'ailleurs). Plus l'honneur, en effet, est accessible aux citoyens de tous états, plus il est susceptible de refléter le mérite de chacun et le service rendu à la patrie et au roi, contrairement au « faux honneur » attesté par un titre héréditaire ou la faveur arbitraire du prince. En ce sens, la noblesse est reconduite à une catégorie morale symbolisant l'excellence civique, telle que tous les citoyens aient également accès aux honneurs du second état en fonction de leurs mérites, c'est-à-dire, de leur vertu (Coyer, Servan, de Sacy...) ; soit, une « aristocratie méritocratique ». Contre cette vision dangereusement dissolvante de la noblesse, des auteurs concurrents tentèrent d'ériger celle-ci en catégorie sociale distincte, supérieure à la masse des citoyens moins par hérédité naturelle que par une éducation aristocratique hantée par le souvenir de grandeur des illustres ancêtres, de sorte qu'une aristocratie ainsi dressée et redressée porte la passion du bien public jusqu'au sacrifice comme une seconde nature, et redevienne la principale dépositaire du patriotisme (Alès de Corbet, Dame Bélot, Mirabeau père, le chevalier d'Arcq...).
- 3 L'enjeu est de taille : les uns tendent à saper l'ordre social corporatif existant, les autres à le préserver et même à le renforcer, et ce sans rapport mécanique avec la position sociale des auteurs, comme l'économiste et ministre Turgot qui tenta de remettre en cause certains privilèges de la noblesse dont il était. Il n'en reste pas moins que tous ou presque s'accordent sur la nécessité de préserver une monarchie en proie à la décadence et dont le corps fondamental, bien que divisé en son sein (épée d'abord, puis robe et finance), est menacée par la mobilité sociale croissante, la vénalité des offices, l'extension des relations marchandes, et la corruption morale des nobles eux-mêmes. Comme si, pour que la contradiction fût possible, il fallait un terrain d'entente minimal, ce qu'illustre à merveille la fameuse querelle de la « noblesse commerçante » lancée par l'abbé Coyer, où les points de vue les plus antagonistes s'affrontèrent en se réclamant tous du « zèle patriotique » au début de la guerre de Sept Ans. La stricte ségrégation sociale et professionnelle préconisée par le chevalier d'Arcq est ainsi justifiée non par souci déclaré de préserver la hiérarchie des rangs, mais de perpétuer le « caractère national » de la France, monarchie fondée sur les armes, la conquête et les valeurs d'héroïsme, auxquelles s'opposent le sordide esprit mercantile ; la noblesse (militaire)

se trouve ainsi associée à un partenariat patriotique plus large. Tandis que les défenseurs d'une promotion de la roture (à l'exclusion notable des paysans) préconisaient moins la désintégration de la vieille société d'ordres, que l'intégration de groupes sociaux productifs dans la société de cour, en proposant d'anoblir les commerçants, ou du moins d'honorer le commerce en tant qu'activité hautement utile au bien public. Ainsi, « on s'empressera d'être Chevalier de la Vertu, de la Patrie », explique Marchand, du côté de Coyer dans cette affaire. Le débat s'articulait donc autour du degré et des modalités de la mobilité sociale et d'accès à la noblesse, plutôt que sur l'existence même de celle-ci.

- 4 Cependant, ce « consensus patriotique » cache mal une féroce « lutte de classements » – plutôt que lutte de classes – engageant des conceptions irréconciliables du monde social que la Révolution révélera crûment dans sa dynamique de radicalisation analysée par T. Tackett. Ainsi, au lendemain de la cuisante défaite de la guerre de Sept Ans, s'intensifia l'effort pour définir une moralité patriotique française post-classique, un programme de redéfinition de la citoyenneté conforme aux traditions françaises, dans une tentative de « réhabilitation patriotique de l'honneur » (p. 145), illustrée notamment par d'Holbach, Rossel, Sacy ou Élie de Beaumont. Dans les années 1770, dans la foulée du « coup » de Maupeou, s'exprimèrent des positions plus tranchées (Servan, Jaubert, Rouillé d'Orfeuil...) contre la vaine gloire de la noblesse, incapable de se substituer aux solides vertus des « sciences et arts utiles » que porte le Tiers état, et qu'il est temps d'honorer comme il se doit dans une société commerciale : l'honneur doit devenir la récompense de la vertu, et non le privilège d'un corps imbu de lui-même et décadent. À l'opposé, il convient de porter un regard neuf sur la « réaction aristocratique » qui ne propose pas de restaurer la noblesse en l'état, mais de la régénérer et la retremper dans les valeurs héroïques de l'ancienne chevalerie médiévale, de sorte qu'elle puisse à nouveau légitimement revendiquer le monopole du patriotisme (Blangermont, du Buat-Nancay...). Ce patriotisme « hiérarchique », qui impliquait le durcissement des frontières séparant nobles et roturiers, battit son plein avec la menace égalitaire que charria la convocation des États généraux, au cœur d'un débat où chaque partie se retrancha derrière des positions qui se révéleront manifestement incompatibles à la faveur de la Révolution, en dépit de sérieuses tentatives pour accorder égalité et monarchie et « nationaliser l'honneur ». En ce sens, les acteurs les plus opposés de la conjoncture révolutionnaire disposaient d'une batterie d'arguments et d'un arsenal rhétorique qu'un siècle de discussions leur avait légués. Le brûlot de Sieyès (lecteur de Rousseau comme des Économistes), à cet égard, n'est pas sorti de nulle part. Le mort saisit le vif, l'Ancien Régime persiste dans la Révolution, comme si le présent s'emparait des innovations du passé pour se donner l'illusion de faire table rase. Et cette « culture de l'honneur » continuera à exercer un fort ascendant sur la bourgeoisie française au XIX^e siècle, comme l'a montré S. Maza.
- 5 Dans le prolongement de *The Culture of merit*, ce nouvel ouvrage de Jay M. Smith constitue une ambitieuse et passionnante tentative pour réévaluer les transformations culturelles qui affectèrent les élites lettrées françaises. Cependant, la promesse déclarée d'une « histoire sociale des formes culturelles » ne semble pas pleinement tenue, la lecture de *Nobility Reimagined* donnant plutôt l'impression d'un catalogue érudit, raffiné et raisonné des prises de position successives des lettrés français à travers le siècle. Il est vrai qu'un travail parallèle de reconstitution de l'espace des positions sociales des auteurs, destiné à mieux comprendre la genèse de leurs interprétations rivales du monde social, eût été bien lourd à mettre en œuvre sur un

siècle, et en ce sens le livre s'apparente davantage à la production de l'École de Cambridge ou d'un K. M. Baker. Mais l'usage réactualisé de la sociologie d'un N. Elias sur la réflexivité critique de la société de cour et la constitution (problématique) d'un habitus national lié à la formation de l'État moderne, ou encore les analyses suggestives d'un Hirschman sur la rhétorique réactionnaire et la déception engendrée par la société commerciale et la « naissance de la consommation », auraient pu (par exemple) servir d'utiles points d'appui. De surcroît, malgré quelques comparaisons ingénieuses, l'auteur fait largement l'impasse sur tout ce que la rhétorique patriotique française doit à l'importation de la culture britannique, surtout dans le second XVIII^e siècle qui voit la menaçante voisine d'Outre-Manche devenir la principale rivale du royaume de France, phénomène pourtant bien relevé par Montesquieu dans ses célèbres analyses sur cette république moderne et commerçante non qualifiée par la vertu. Le néologisme même de « patriotisme », qui se répand après 1750, proviendrait d'une traduction d'un Anglais chéri des salons, clubs et hommes de lettres français, à savoir milord Bolingbroke. Éclairer les modalités de ce « transfert culturel » peut nous aider à mieux comprendre cette improbable rencontre entre le patriotisme républicain et la monarchie, ou comment l'humanisme civique britannique vint à l'absolutisme ; et du même coup, enrichir l'enquête sur les « origines culturelles » de la Révolution française – mais aussi, à la limite, de la contre-révolution. Enquête à laquelle J. M. Smith a grandement contribué en réinscrivant le patriotisme et le registre discursif de la Révolution dans l'histoire longue des efforts d'imagination considérables que nombre d'auteurs souvent oubliés, audacieux réformateurs plutôt qu'impétueux révolutionnaires, déployèrent, paradoxalement, pour « sauver l'honneur » et avec lui, la monarchie française.